

Togo: l'opposition et la société civile réclament Adjamagbo et Djossou



C'est à l'unanimité que les différentes entités de l'opposition togolaise et des organisations de la société civile ont condamné l'arrestation de Gérard Djossou et de Brigitte Adjamagbo-Johnson. Le pouvoir togolais accuse les 2 leaders de la Dynamique Mgr Kpodzro de disposer des documents portant sur un projet d'atteinte à la sûreté intérieure de l'Etat. L'ANC, le Front citoyen Togo Debout, les FDR, le PSR, l'UDS-Togo, l'ADDI, François Boko, Dr Jean-Emmanuel Gnagnon, Pasteur Edoh Komi et bien d'autres ont exigé la relaxe pure et simple des opposants.

{loadmoduleid 212}

L'Alliance pour la Démocratie et le Développement Intégral (ADDI), les Forces Démocratiques pour la République (FDR), le Pacte Socialiste pour le Renouveau (PSR), l'Union des Démocrates Socialistes du Togo (UDS- Togo) ont exprimé leur indignation au sujet de l'interpellation de Brigitte Adjamagbo-Johnson et de Gérard Djossou.

Des arrestations consécutives aux manifestations projetées pour le samedi 28 novembre 2020 et interdites par le gouvernement.

« L'instrumentalisation de la justice à des fins de règlement

de compte politique constitue une entrave inacceptable à la vie démocratique. Les partis susmentionnés condamnent ces pratiques rétrogrades et exigent la libération immédiate des personnes interpellées », ont exigé ces 4 partis dans une note conjointe.

Même son de cloche du côté du Front citoyen Togo Debout (FCTD) qui se demande si la justice togolaise n'est active que « pour décapiter les mouvements de contre-pouvoir afin de faire taire toutes les velléités de contestation de la mal gouvernance ». Le mouvement a exigé la libération immédiate des 2 leaders de la DMK arrêtés.

Le Mouvement Martin Luther King (MMLK), qui dénonce un acharnement du pouvoir contre les membres de la DMK, estime pour sa part que ces arrestations sapent la cohésion sociale dans le pays.

L'Alliance nationale pour le changement (ANC) démonte quant à elle les arguments avancés par le procureur de la République, Essolissam Poyodi, pour justifier « l'arrestation arbitraire » des deux leaders de la DMK. Le parti de Jean-Pierre Fabre exige de ce fait leur libération.

Le jeune politicien Dr Jean-Emmanuel Gnagnon demande également la libération de Brigitte Adjamagbo-Johnson et Gérard Djossou pour ainsi privilégier la voie de la préservation de la paix sociale, de la fraternité et du vivre-ensemble. L'ancien Secrétaire à la Communication des Forces Démocratiques pour la République (FDR) affirme que cette arrestation ne prône pas la paix collective.

« Le Togo nouveau que nous sommes appelés à construire ensemble doit garantir les libertés publiques, les fondamentaux de l'État de droit, la diversité d'opinions, la confiance mutuelle entre les acteurs politiques, et en rapport avec les institutions de la République», a-t-il dit.

De son côté, François Boko dénonce un harcèlement et une stratégie de décapitation du leadership d'une remobilisation populaire. Il dénonce des méthodes d'une gouvernance autoritaire d'un système héréditaire qui refuse la démocratie et l'Etat de Droit.

{loadmoduleid 220}